

Discours du 1^{er} mai 2019

Bonjour,

Chers camarades, l'année dernière nous fêtons le cinquantième anniversaire des évènements de mai 68. Cette année, c'est la loi fixant le principe de la journée de travail de 8 heures votée il y a un siècle aujourd'hui qui retiendra notre attention et notre admiration. Cette revendication du mouvement syndical international après des décennies de luttes, sera adoptée en France en 1919 et suivra dans plusieurs pays. L'aspiration sociale de travailler mieux, travailler moins pour accéder au repos et aux loisirs sera gagnée par les ouvriers.

Suivront ensuite la semaine de 40 heures et les congés payés en 1936, la cinquième semaine de congés payés en 1982, la réforme des 35 heures en 2002. Chaque fois, le patronat s'arcboutera contre ces réformes en argumentant une menace sur l'économie et la compétitivité. L'histoire aura pourtant démontré le contraire.

En 2019, travailler moins, travailler mieux, travailler toutes et tous, sauver et créer des emplois, promouvoir l'égalité femmes/hommes, lutter contre la précarité, c'est pour la CGT une ambition concrétisable en réduisant le temps de travail à 32 heures. La Suède, le Danemark, les Pays-Bas l'ont fait et l'Allemagne s'apprête à le faire. Pourquoi pas nous ?

Selon Macron, nous sommes ceux qui travaillons le moins en Europe, et pourtant...

Le 25 avril 2019, dans sa réponse au grand débat, Emmanuel Macron a soutenu que nous étions ceux qui travaillons le moins en Europe. Un mensonge si grossier qu'il suffit d'aller sur le site du gouvernement pour observer que cette allégation est fausse. Alors qu'en 2018, la durée moyenne hebdomadaire de travail s'établissait à 36,3 heures en France, cette dernière n'était que de 34,8 heures en Allemagne et 29,3 heures aux Pays-Bas ...

L'Europe et la France sont au bord de la rupture, les politiques d'austérité ont engendré les crises financières et économiques, le chômage massif et la pauvreté. Aborder la question de la réduction légale du temps de travail, c'est remettre le débat à sa vraie place : quelle redistribution des gains de productivité et des richesses ?

Nous revendiquons que ces richesses servent à améliorer la vie des salariés, leurs conditions de travail, leurs salaires et leur santé, pour leur permettre de mieux vivre dans et hors de l'entreprise. Cette réduction du temps de travail – inéluctable – doit donc profiter à l'ensemble de la société, et en premier lieu aux salariés. Il nous faut donc repenser en parallèle l'intégralité de nos modes de vies, et bâtir un modèle de société basé sur le progrès social et l'intérêt général.

Au contraire, Macron songe augmenter le temps de travail contredisant une fois de plus ses promesses de campagne électorale. Comme si cela ne suffisait pas, c'est la piste de la suppression d'un nouveau jour férié qui est annoncée avec la continuité de projets de lois tous aussi antisociaux les uns que les autres.

Le gouvernement reste insensible aux différents mouvements sociaux qui secouent le pays, notamment au travers des actions des gilets-jaunes depuis novembre 2018. Résultat : un contraste, un gouffre immense entre les conclusions et les attentes, les aspirations, les revendications des français et des travailleurs. Un mépris pour leurs galères quotidiennes, alors qu'ils ne demandent qu'un avenir meilleur pour eux et pour leurs enfants.

Macron préfère exonérer le patronat, les plus fortunés et ne met aucunement à contribution le capital pour répondre aux fractures sociales et territoriales.

A grand renfort de lois rétrogrades, la vie sociale des français est extrêmement appauvrie quand la finance est privilégiée aux avantages sociaux. Si les détenteurs de capitaux payaient comme il se doit leurs impôts, ils financerait l'entretien des biens communs : les mairies, les écoles, les hôpitaux **et même les cathédrales !**

100 millions de Pinault, 200 millions d'Arnault, 100 millions du groupe Total débloqués pour la reconstruction de la cathédrale Notre Dame de Paris qui bénéficieront d'une magnifique défiscalisation payée par qui ? Par nous ! Merci la belle niche fiscale !

En Occitanie, on n'est pas avare non plus ! Plus de 3 millions de promesses de dons de la part de la région et de la ville de Toulouse.

Cet argent public devrait être dédié en priorité aux populations qui vivent dans une grande précarité et aux personnes sans abris.

Mieux vaut être de pierre que de chair en France !

Des drames humains se jouent chaque jour, qui pour s'émouvoir ? Qui pour pleurer un SDF qui meurt de froid sous un pont ? Qui pour s'indigner qu'une femme enceinte sur le point d'accoucher décède car il n'y a plus de maternité ? Qui pour s'insurger que des patients meurent aux urgences faute de moyens humains ? Qui pour accepter que nos parents, nos grands-parents à la retraite ne puissent avoir une vie digne après avoir travaillé toute leur vie ? Qui pour se préoccuper de ceux qui n'ont pas suffisamment de quoi manger jusqu'à la fin du mois ? Qui pour s'attrister de l'homme, de la femme qui perd son emploi après tant d'années au sein d'une entreprise ? Qui pour s'inquiéter que des enfants quittent l'école élémentaire ne sachant ni lire ni écrire et décrocheront au collège ?

Oui, plus que jamais, nous devons nous mobiliser contre la violence de ce système d'exploitation qui nous opprime !

Oui, nous devons rester mobilisés contre la violence sociale qui tue des centaines de salariés par accidents du travail et par suicide dans toutes les professions !

Oui, nous devons combattre la violence policière exercée par des préfets aux ordres, la violence d'une justice de classe qui s'abattent sur notre pays !

Oui, nous devons combattre ce système capitaliste à bout de souffle, responsable de guerres et de drames humanitaires, responsable du dérèglement de notre planète.

Sans contestation possible, on peut affirmer que le capitalisme, en raison de sa soif inextinguible de croissance et de profits, se dresse comme un obstacle sur l'unique chemin menant à la transition rapide vers la sortie des énergies fossiles.

Oui, nous devons lutter pour une juste répartition des richesses, pour l'arrêt des privatisations et la sauvegarde de nos services publics !

Condorcet disait : « Il ne peut y avoir de vraie liberté ni justice dans une société si l'égalité n'est pas réelle. »

Telles sont les exigences qui nous rassemble aujourd'hui 1er mai, étape d'une mobilisation indispensable pour d'autres perspectives et choix possibles.

Pour la CGT, le 1er mai c'est aussi porter solidairement l'urgence de progrès social aux quatre coins de la planète, c'est refuser l'inacceptable à l'instar des naufrages de populations en quête de sécurité et d'avenir, ou des massacres de masse dont la liste serait bien longue à énumérer.

C'est, réaffirmer que les libertés de pensée et d'expression, la démocratie, sont des biens communs que nous défendrons face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation.

Bon 1^{er} mai à toutes et à tous ! Merci !